

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE

75014 PARIS — FRANCE

TÉL. 320.36.20.

C.C.P. 1248-74 N PARIS

D 663 GUATEMALA: UN GUÉRILLERO AU GOUVERNEMENT

En début septembre 1980, le chargé des relations publiques du ministère de l'intérieur du Guatemala, Elias Barahona, faisait savoir, au Panama, qu'il était en réalité un membre de l'Armée de guérilla des pauvres infiltré au gouvernement depuis 1976. A la même époque, le vice-président de la République donnait sa démission pour divergence sur le problème des droits de l'homme (cf. DIAL D 655).

Le 8 octobre dernier, il publiait au Panama les déclarations que nous reproduisons ci-dessous. Ses "révélations" ne font que confirmer ce qui est déjà du domaine public: les actions des groupes "Armée secrète anticommuniste" (cf. DIAL D 558) et "Escadron de la mort" relèvent de la responsabilité du gouvernement du général-président Lucas García. Il reste que l'élection de R. Reagan comme président des Etats-Unis ne fait que renforcer les craintes de l'opposition guatémaltèque.

Note DIAL

Le Guatemala, pays d'Amérique centrale situé au sud du Mexique, à la frontière d'El Salvador et du Honduras, est entré en état de guerre civile en raison du "Programme de pacification pour l'éradication du communisme" mis en oeuvre par le régime du général Fernando Romero Lucas García et par la clique militaire qui l'entoure. Ce groupe de militaires se maintient au pouvoir depuis douze ans, grâce à des fraudes électorales successives et à un abstentionnisme de l'ordre de 60%, en plongeant ainsi le pays dans une situation politique, économique et sociale dont il pourra difficilement sortir avant longtemps.

Une répression aveugle qui se poursuit depuis l'invasion mercenaire aboutissant, en 1954, à la chute du gouvernement constitutionnel du colonel Jacobo Arbenz (1), a fait entre 30.000 et 40.000 morts par assassinat. Pour les deux dernières années seulement, Lucas García a assassiné 2.000 personnes entre dirigeants politiques, étudiants, paysans et ouvriers.

Des assassinats planifiés

Le "programme de pacification" envisage l'assassinat d'un millier d'autres personnes, selon un plan dont le point culminant est prévu pour janvier 1981. Pour sa mise en oeuvre, Lucas García a créé l'Armée secrète anticommuniste (2), avec des officiers de l'armée et sous la direction des services militaires de renseignement; ainsi que l'Escadron de la mort, formé de policiers et d'officiers de police sous la coordination du ministre de l'intérieur, Donaldo Alvarez Rufiz. Les officiers de ces deux groupes ont été entraînés par l'Agence centrale de renseignement (CIA) des Etats-Unis, par le Pentagone et par les gouvernements d'Israël, du Chili,

(1) Allusion à l'intervention nord-américaine pour défendre les intérêts de United Fruit (NdT).

(2) Ou "ESA". Cf. DIAL D 558 (NdT).

d'Argentine et du Brésil. Ils sont spécialistes en enlèvements, interrogatoires, tortures et assassinats; pour cela, ils se servent de tous les types d'armes, de la mitrailleuse au poignard et à la corde de nylon pour étrangler ou mutiler.

J'ai pu prendre connaissance de ce plan criminel grâce aux quatre années pendant lesquelles je me suis infiltré dans le gouvernement de Lucas García, comme responsable de la presse et des relations publiques auprès du ministre de l'intérieur, Donaldo Alvarez Ruiz. Entre 1976 et 1980, j'ai réussi à devenir l'un des hommes de confiance d'Alvarez Ruiz, en accomplissement des instructions que j'avais reçues de l'Armée de guérilla des pauvres (EGP), organisation dont je suis militant depuis 1970.

Le camouflage officiel du programme consiste à mettre tous les enlèvements et assassinats sur le compte d'une lutte entre extrémistes politiques cherchant à s'emparer du pouvoir par la violence; c'est un slogan constamment utilisé par la propagande officielle et accepté par la presse étrangère, en raison duquel Lucas García apparaît au plan international comme chef d'un gouvernement "pris entre deux feux" et "recherchant le dialogue et la paix sociale".

Terres prises aux Indiens

En réalité, au Guatemala, ce sont les forces les plus conservatrices qui gouvernent, au détriment de la bourgeoisie nationale elle-même, à travers un appareil d'Etat hautement corrompu. Lucas García et ses partisans militaires sont devenus millionnaires en très peu de temps. Ils possèdent de grands domaines fonciers dont les terres ont été prises par la violence aux Indiens qui représentent 55% des 7 millions d'habitants du pays.

La répression s'est accentuée dans les premiers mois de 1980. Ont été assassinés 90 dirigeants syndicaux, 45 dirigeants paysans, 20 membres de l'Université de San Carlos, 15 professeurs de faculté, plus de 60 étudiants secondaires et universitaires, ainsi que de nombreux journalistes et prêtres catholiques. Les personnes enlevées ont été, dans leur majorité, retrouvées torturées et mutilées, décapitées et sans mains pour rendre impossible leur identification, leurs corps jetés par l'Armée secrète anticommuniste et l'Escadron de la mort dans des ravins servant ainsi de cimetières clandestins. Des cadavres d'hommes et de femmes dans des sacs plastiques y ont été trouvés, avec des inscriptions de l'Armée secrète anticommuniste et de l'Escadron de la mort ainsi rédigées: "C'était un communiste. Avis à tous les autres".

Lucas García, qui ne tolère pas la moindre opposition, a assassiné en 1979 Manuel Colom Argueta et Alberto Fuentes, candidats à la présidence, appartenant respectivement au Front uni de la révolution et au Parti socialiste guatémaltèque, ainsi que d'autres dirigeants et militants de ces deux organisations. Il a de même fait tuer des responsables nationaux de la Démocratie chrétienne, dont les représentants au Congrès ont d'ailleurs dû demander l'autorisation de ne pas assister aux séances, en raison des dangers de mort qu'ils couraient.

Dans ce cadre, les organisations révolutionnaires de masse et les groupes politico-militaires de guérilla ont déclaré une guerre ouverte à Lucas, dont l'armée a subi de sérieux revers dans les montagnes du Nord-ouest.

Elargissement de la guerre

Les combats s'étendent désormais à tout le pays, ce qui a conduit l'armée à généraliser la répression. Les soldats et les corps spéciaux - les "kaibiles" - se rendent dans les maisons modestes de paysans où

ils les torturent sous les yeux de leurs familles. Puis ils les abattent à la mitrailleuse, violent leurs femmes et volent les quelques biens qu'ils trouvent dans les cases. De nombreux Indiens, en particulier Ixil et Quekchi, se sont joints à la guérilla en réaction à de tels procédés.

J'affirme que Lucas García et ses collaborateurs manipulent les groupes paramilitaires, car la préparation du premier bulletin de l'Armée secrète anticommuniste m'a été confiée par Alvarez Ruiz (3); celui-ci m'a de plus montré du papier à en-tête de cette organisation et de l'Escadron de la mort qu'il gardait dans un coffre-fort de ses services, au Palais national.

Alvarez Ruiz m'a déclaré que de tels groupes avaient pour but de faire apparaître l'autre extrémisme à opposer à celui de la guérilla, en application du slogan des "deux extrémismes" qui allait être mis en avant. Il m'a donné une liste comportant trente-six noms de guatémaltèques condamnés à mort par l'Armée secrète anticommuniste et par l'Escadron de la mort. Son propre nom y figurait, ainsi que celui de Lucas García et celui du ministre de la défense. Il m'a expliqué que c'était pour brouiller les pistes et pour faire croire que l'Armée secrète anticommuniste et l'Escadron de la mort étaient manipulés par Mario Sandoval Alarcon, l'actuel chef d'un autre groupe paramilitaire, "La Main noire", mais aujourd'hui exclu du gouvernement et devenu l'ennemi déclaré d'Alvarez Ruiz.

Les officiers et les chefs d'entreprise impliqués

Il m'a dit que l'Armée secrète anticommuniste était commandée par le colonel Héctor Montalbán, chef d'état-major de la présidence et du bureau de renseignement militaire, et par le colonel Oscar Perucina, chef des fichiers du renseignement militaire.

Il m'a également expliqué que les listes de condamnés à mort étaient tirées des fichiers du renseignement militaire et de la police, du bureau des syndicats du ministère du travail et d'un secteur des chefs d'entreprises qui fournissait au gouvernement les noms des dirigeants syndicaux et paysans. Les listes sont revues par Lucas, Montalbán, Alvarez Ruiz, par le colonel Hugo Tulio Bucaro, ministre des finances, et par le général Aníbal Guevara Rodríguez, ministre de la défense nationale. Les anciens présidents Carlos Manuel Arana Osorio (1970-1974) et Kjell Eugenio Laugerud (1974-1978) font partie de ce groupe.

Lucas García est dernièrement entré en conflit avec William Bowdler et d'autres envoyés du président nord-américain Carter, qui lui demandaient de mieux respecter les droits de l'homme. Mais il a été conforté par le candidat républicain, Ronald Reagan, qui lui a dit le 21 avril dernier, par l'intermédiaire de son envoyé Roger Fontaine, qu'il approuvait sa politique; il l'a encouragé à tenir encore un temps, jusqu'à ce que les républicains des Etats-Unis parviennent au pouvoir. Reagan a promis à Lucas, au cas où les élections nord-américaines de novembre prochain le conduiraient à la présidence, de lui apporter un soutien militaire, logistique et économique.

(3) Ministre de l'intérieur (NdT).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 185 F - Etranger 215 F par voie normale
(Par avion, tarif sur demande selon pays).

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie STEP
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441